Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 32 (1940)

Heft: 9

Rubrik: Économie politique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

tribution des articles de grosse consommation, de même que les banques et l'organisation du crédit soient placées sous le contrôle de l'Etat.

Ces quelques directives montrent que les syndicats norvégiens, dans les circonstances actuelles, demeurent fidèles à leur politique de toujours: défendre dans la mesure de leurs possibilités les intérêts de leurs membres et de la population travailleuse. Nous ignorons encore dans quelle mesure les organisations syndicales pourront réaliser leurs intentions. Pour le moment, nous ne pouvons qu'enregistrer le contrôle croissant et toujours plus étroit des autorités d'occupation sur les syndicats. Ce n'est que plus tard que nous verrons s'il a été possible de sauver quelque chose des principes et de l'organisation du mouvement syndical libre ou si, sous la pression des événements extérieurs et des autorités d'occupation, les organisations norvégiennes devront renoncer à leurs traditions et à tout ce qui, hier encore, les rapprochait si fraternellement de nous.

Economie politique.

La situation dans l'industrie.

L'économie suisse vient de traverser la première phase de la guerre, caractérisée par d'importantes commandes des autorités militaires, pour une demande considérable de biens de consommation sur le marché intérieur et par une activité remarquable de l'industrie d'exportation; pendant cette période, la production a donc été intense, les possibilités d'occupation ont été pleinement utilisées; on a même enregistré une pénurie de main-d'œuvre pendant la durée de la mobilisation de guerre. Cette phase appartient au passé. Elle a pris fin avec le mois de juin. Les enquêtes de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail donnent une image exacte de cette période de conjoncture.

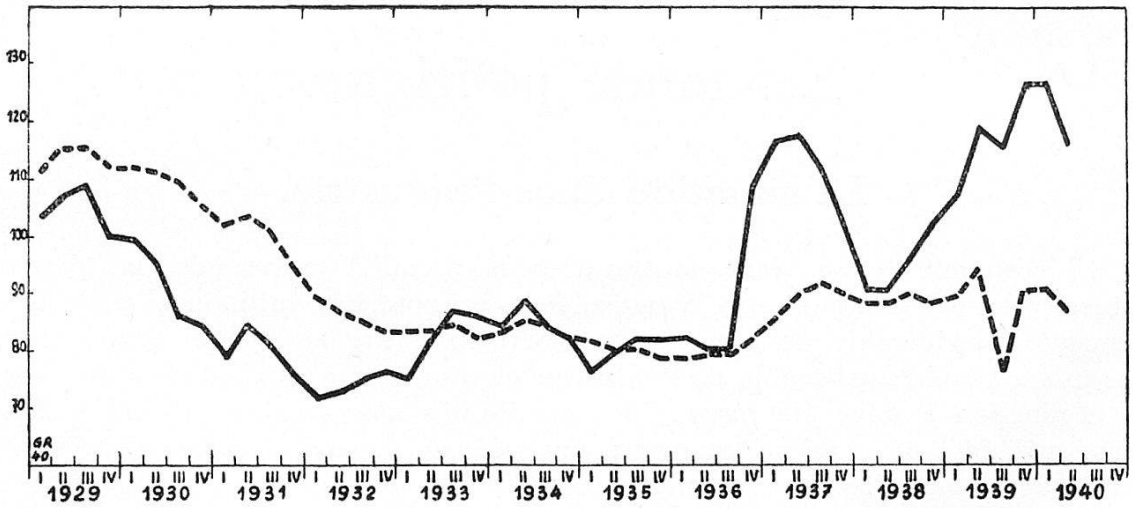
Comme on le sait, ces enquêtes éclairent la situation économique sous trois aspects; elles révèlent le jugement, subjectif, des employeurs sur la marche des affaires, elles donnent les indications nécessaires sur les fluctuations (en pour-cent) du chiffre des ouvriers occupés et elles indiquent, finalement, la manière dont les entreprises estiment les perspectives d'activité. La dernière enquête de ce genre concerne le second trimestre 1940 et s'étend à 2598 entreprises occupant 211,559 ouvriers.

Nous examinerons tout d'abord le résultat sommaire de cette enquête; à la fin du mois de juin, les employeurs considéraient la situation économique d'une manière nettement plus pessimiste qu'à la fin du mois de mars. En moyenne, le chiffre des ouvriers occupés était inférieur de 4 % à celui enregistré à la fin du premier trimestre et de 6 % à celui de l'été 1939. De même, à fin juin, les perspectives d'activité ont été estimées d'une manière beaucoup moins favorable qu'en mars ou à la même période de l'année précédente.

La marche des affaires telle que la voient les employeurs.

L'Office fédéral demande aux employeurs s'ils estiment le degré d'occupation bon, satisfaisant ou mauvais. Le 31 % des entreprises occupant le 44 % des ouvriers l'ont estimé « bon ». Or, à la fin du premier trimestre, le 60 % des ouvriers étaient occupés dans des entreprises ayant appliqué ce prédicat. Le 44 % des ouvriers (contre 33 % à la fin du premier trimestre) travaillent dans des entreprises où le degré d'occupation est « satisfaisant » et 12 % (7 %) dans celles où le degré d'occupation est considéré comme mauvais.

Sur la base de ces jugements subjectifs, l'Office fédéral calcule le coefficient d'occupation (bon = 150, satisfaisant = 100, mauvais = 50). A la fin du mois de juin, le coefficient s'inscrivait à 116 contre 126 à la fin du mois de mars et 118 à fin juin 1939. Les plus hauts coefficients d'occupation ont été enregistrés dans les industries du papier, du cuir, du caoutchouc, de la laine, du coton, des métaux et des machines. Par contre, le coefficient était inférieur à 100 (c'est-à-dire à satisfaisant) dans le bâtiment, les arts graphiques, la broderie et l'industrie de la soie. Le graphique ci-dessous montre que le coefficient d'occupation, qui s'était déjà fortement amélioré avant la guerre, a continué de monter depuis, grâce aux importantes commandes dont a bénéficié notre industrie. Mais la baisse enregistrée en juin traduit déjà les difficultés rencontrées par notre approvisionnement et nos exportations.



——— Coefficient d'occupation (estimation de la marche des affaires par les entreprises).
– – – – Indice des ouvriers occupés.

Le nombre des ouvriers occupés

a également commencé à augmenter avant la guerre. En septembre 1939, la mobilisation a enlevé à l'industrie un grand nombre de salariés, qui n'ont pu être remplacés qu'en partie. C'est ce qui explique pourquoi l'effectif de la main-d'œuvre a été si extraordinairement bas au cours de l'automne 1939. Toutefois, en décembre, il se rapprochait déjà, ensuite de l'engagement d'auxiliaires et de congés militaires, du niveau d'avant-guerre. Jusqu'à la fin du mois de mars, ces deux facteurs ont permis une légère augmentation de l'effectif des ouvriers occupés. La seconde mobilisation de mai provoqua une nouvelle diminution de main-d'œuvre. Ainsi, cette évolution, telle qu'elle figure sur notre graphique, est moins déterminée par les possibilités effectives d'occupation de l'industrie que par la mobilisation.

Si nous estimons à 100 la moyenne des ouvriers occupés en 1929, le degré d'occupation était le suivant à la fin des trimestres considérés:

	1939		1939		1940	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Industrie du coton	69,7	69,7	64,0	71,9	73,0	69,7
Soie et soie artificielle . . .	40,5	41,5	37,5	40,5	39,5	34,6
Industrie de la laine	97,2	98,3	91,2	105,2	109,2	110,2
Industrie du lin	107,7	105,2	73,2	112,8	123,7	137,2
Broderie	56,3	56,3	45,3	52,2	50,8	41,2
Autres industries textiles . . .	69,0	48,8	50,3	83,3	55,5	45,0
Vêtement et équipement . . .	94,9	96,6	88,1	95,8	100,0	96,6
Denrées aliment., boissons, tabac .	85,3	88,2	84,4	93,0	89,2	86,3
Industrie chimique	97,4	101,7	82,1	103,4	104,3	92,3
Papier, cuir, caoutchouc . . .	100,0	102,8	84,9	98,1	98,1	90,6
Arts graphiques	99,3	101,0	76,4	90,0	88,3	78,9
Travail du bois	72,0	78,2	52,1	69,0	65,1	57,5
Industrie des machines et métaux	90,2	94,3	71,3	91,0	94,3	93,4
Horlogerie, bijouterie	77,3	78,2	66,5	71,9	72,8	69,2
Ind. de la terre et de la pierre .	73,9	86,3	55,9	66,4	68,2	64,5
Industrie du bâtiment	50,0	62,1	38,9	38,9	44,7	40,0
Ensemble des industries	78,6	82,1	67,1	79,4	80,3	76,8

A l'exception des industries du coton et du lin, qui ont été en mesure d'accroître encore l'effectif des ouvriers occupés, ce chiffre a diminué dans toutes les industries après la seconde mobilisation. C'est dans l'industrie des machines et métaux que le chiffre de la main-d'œuvre est demeuré le plus stable; dans ces industries, l'importance des commandes en cours a nécessité le remplacement presque intégral des ouvriers sous les armes. Par contre, la situation des industries travaillant presque exclusivement pour l'exportation ou produisant des produits qui ne sont pas de première nécessité (broderie, horlogerie, industrie de la soie) est devenue difficile; dans ces branches, nous enregistrons une nouvelle régression du degré d'occupation, dû à la conjoncture et non pas à la mobilisation.

Le chiffre le plus élevé des ouvriers occupés au cours de la période de guerre considérée a été enregistré au cours du premier trimestre 1940; il atteint le 80,3 % de l'effectif de 1929, légèrement inférieur toutefois au niveau de juin 1939. La prochaine enquête de l'Office fédéral, effectuée en septembre 1940, nous renseignera sur les conséquences du licenciement des troupes territoriales et des congés périodiques des autres unités. D'une manière générale, nous pouvons prévoir un accroissement du chiffre de la main-d'œuvre occupée mais qui comportera certaines modifications structurelles ensuite de la direction unilatérale prise (du moins pour le moment) par nos exportations et des mesures pour la création d'occasions de travail.

Les perspectives d'activité

telles qu'elles ressortent des réponses données par les employeurs à l'enquête de l'Office fédéral permettent d'espérer une certaine stabilité pour l'avenir immédiat; c'est du moins ce que semble montrer le tableau ci-dessous, qui donne, à titre de comparaison, les perspectives établies pour les périodes précédentes.

Ce tableau indique, en pour-cent, la répartition des ouvriers occupés entre les entreprises dont les perspectives, au cours des trimestres considérés, étaient:

	Bonnes	Satisfaisantes	Mauvaises	Incertaines
3e trimestre 1936 . .	5,4	16,6	21,3	56,7
4e » 1936 . .	16,1	38,4	7,8	37,7
1er » 1937 . .	24,5	36,5	5,4	33,6
2e » 1937 . .	25,6	32,3	6,8	35,3

	Bonnes	Satisfaisantes	Mauvaises	Incertaines
3e trimestre 1937 . .	18,6	28,2	14,6	38,6
4e » 1937 . .	10,0	24,4	21,1	44,5
1er » 1938 . .	9,4	21,4	24,9	44,3
2e » 1938 . .	8,7	21,5	24,0	45,8
3e » 1938 . .	8,0	21,7	17,2	53,1
4e » 1938 . .	11,3	28,5	11,2	49,0
1er » 1939 . .	14,6	30,6	8,9	45,9
2e » 1939 . .	22,7	32,0	4,7	40,6
3e » 1939 . .	23,7	20,7	7,2	48,4
4e » 1939 . .	32,1	22,7	4,8	40,4
1er » 1940 . .	34,4	23,1	6,4	36,1
2e » 1940 . .	13,1	17,0	19,0	50,9

Ce tableau démontre également que c'est au cours du premier trimestre 1940 que la conjoncture a atteint son plus haut point. Pendant cette période, 57,5 % des ouvriers considérés étaient occupés dans des entreprises dont les perspectives d'activité étaient bonnes ou satisfaisantes. Ce chiffre n'a guère été dépassé qu'au cours du premier trimestre 1937, soit immédiatement après la dévaluation. A la fin du mois de juin, alors que les événements militaires permettaient déjà de prévoir les difficultés intervenues depuis en ce qui concerne notre ravitaillement en matières premières et nos exportations, les pronostics des employeurs étaient nettement plus pessimistes. Seules des entreprises n'occupant plus que le 30 % des ouvriers estimaient encore bonnes ou satisfaisantes leurs perspectives d'activité; ces dernières sont mauvaises pour 19 % des ouvriers occupés. La moitié d'entre eux travaillent dans des entreprises où l'évolution ultérieure est jugée incertaine.

Le lecteur trouvera ci-dessous les perspectives d'activité des diverses branches d'industrie. Ce tableau indique, en pour-cent, la répartition des ouvriers entre les entreprises dont les perspectives, *en juillet 1940,* étaient:

	Bonnes	Satisfaisantes	mauvaises	Incertaines
Industrie du coton	35,2	22,5	10,9	31,4
Soie et soie artificielle	—	—	62,5	37,5
Industrie de la laine	26,1	35,0	3,7	35,2
Industrie du lin	10,6	26,5	—	62,9
Broderie	8,8	5,9	24,8	60,5
Autres industries textiles	18,4	0,9	20,5	60,2
Vêtement et équipement	24,6	22,5	22,8	30,1
Alimentation, boissons, tabac . . .	3,2	29,6	4,1	63,1
Industrie chimique	2,0	8,2	46,2	43,6
Papier, cuir, caoutchouc	9,6	6,9	4,4	79,1
Arts graphiques	3,0	15,6	21,5	59,9
Travail du bois	6,5	19,5	10,5	63,5
Industrie des machines et métaux . .	9,5	15,8	14,7	60,0
Horlogerie, bijouterie	7,7	1,5	29,7	61,1
Industrie de la terre et de la pierre .	3,4	18,9	38,8	38,9
Industrie du bâtiment	3,9	17,3	43,4	35,4
Ensemble des industries	13,1	17,0	19,0	50,9

Les perspectives sont donc estimées assez favorables dans les industries du coton, de la laine et du vêtement. Par contre, elles sont très mauvaises dans l'industrie de la soie, la broderie, l'horlogerie, de même que dans l'industrie chimique. Elles sont également défavorables dans le bâtiment. La réserve observée par la plupart des industries est frappante, notamment dans l'industrie des machines, où le 60 % des ouvriers sont occupés dans des entreprises où l'avenir est estimé incertain, ce qui n'est pas fait pour nous étonner ensuite de la situation peu claire sur les marchés extérieurs.